

attac

Grain de Sable n° 457

25 février 2004

8 mars : Journée internationale de luttes des femmes

Parce qu'il y a urgence à défendre le droit des femmes, manifestons toutes et tous ensemble !

le samedi 6 mars à 14 heures, Place de la République, à Paris.

Dans ce numéro

1. Voilées / Dévoilées - Deux facettes d'une même domination
(par Marie-Thérèse Martinelli, article publié sur le site http:www.penelopes.org)
Les femmes sont toujours instrumentalisées pour servir les desseins de ceux qui veulent les asservir. La question, comme toujours, lorsqu'il s'agit d'analyser les mécanismes de domination, n'est pas simple, la traiter de manière manichéiste serait la vider de sens et alimenter les arguments de ceux qui veulent nous imposer une société totalitaire qu'elle soit basée sur les extrêmes religieux ou politiques ou encore sur le diktat du tout marché.

2.- Femmes et néolibéralisme
(par Geneviève Azam, Economiste, membre du Conseil scientifique d'Attac)
Au nom de la Famille, 40 000 mères précaires subissent un traitement discriminatoire ! Cette " adaptation technique " est un modèle de la rhétorique néo-libérale.

1. Voilées / Dévoilées - Deux facettes d'une même domination

Les femmes sont toujours instrumentalisées pour servir les desseins de ceux qui veulent les asservir. La question, comme toujours, lorsqu'il s'agit d'analyser les mécanismes de domination, n'est pas simple, la traiter de manière manichéiste serait la vider de sens et alimenter les arguments de ceux qui veulent nous imposer une société totalitaire qu'elle soit basée sur les extrêmes religieux ou politiques ou encore sur le diktat du tout marché.

Voilées, elles sont désignées comme l'objet sexuel qu'il faut cacher afin de préserver la « force sexuelle » des hommes qu'ils ne peuvent contenir (sic). Voilées, elles sont l'objet de propriété d'un maître qui les désigne aux autres et à elle-même comme « l'interdit ».

Le voile est le signe ostentatoire d'un système de domination totale qui donne aux hommes le droit de lapider les femmes, de les brûler vives, de les répudier. Elles, elles doivent subir d'autres épouses dans le lit de leur mari, partager avec elles la vie quotidienne et subir ensemble les sévices, les humiliations et les conditions de servitude qu'elles doivent à leur mari pour sa seule qualité d'être un mâle.

Mariées de force ou de manière « arrangée » elles subissent aussi les « mariages de jouissance » qui sont des viols successifs où les islamistes s'arrangent avec leur Dieu en les déclarant mariées avant de les violer et répudiées dès qu'ils n'ont plus envie de s'en servir. Cette pratique est courante dans les maquis et les terroristes algériens ont laissé de très nombreuses jeunes filles détruites, mères d'enfants de la violence et de la haine. En inde, au Pakistan, en Afghanistan, on les brûle, on leur interdit l'instruction, on leur interdit y compris le rire.

Voilées, elles sont l'objet sexuel interdit, dénudées, elles sont l'objet sexuel disponible

Est-ce cette société que nous voulons tolérer ? Est-ce cette manipulation que nous allons accepter au nom de notre condescendance, de notre culpabilité réductrice, de notre incapacité à traiter les problèmes à la racine ?

Le système patriarcal n'a pas de meilleurs alliés que les religions monothéistes. Les trois religions du livre ; chrétienne, musulmane ou juive dans leur fondement même et dans la lecture fondamentaliste de leur texte. Les trois se construisent sur les fondements de l'infériorisation des femmes pour mieux les dominer, les trois sont les colonnes vertébrales du système patriarcal.

Ne pas replacer la question du voile, symbole d'adhésion aux valeurs de domination des hommes musulmans sur les femmes, dans le contexte international où il se développe, c'est masquer (se masquer) que l'idéologie qui le sous-tend ne s'arrête pas au port pacifique et tranquille d'un signe ostentatoire religieux.

Ailleurs, dénudées, exposées au regard de tous les passant, nous sommes aussi instrumentalisées par l'intégrisme du marché qui transforme tout en marchandise consommable et monnayable. Là aussi nous sommes désignées comme objet sexuel que l'on peu s'approprier grâce à l'argent.

Les panneaux publicitaires qui sillonnent nos villes nous donnent des modèles de femmes existant uniquement à travers le désir sexuel des hommes, toujours prêtes pour leurs phantasmes, désignant, ici aussi, les femmes comme objet sexuel à leur service.

Dans les idéologies fondamentalistes les hommes n'arrivent pas à maîtriser les femmes et doivent donc les enfermer, les emmurer pour qu'elles ne soient plus une menace pour eux. Dans l'idéologie ultra-libérale, l'argent est plus fort que Dieu puisqu'il arrive à maîtriser la peur des hommes envers les femmes en rendant celles-ci disponibles, accessibles à tous les hommes qui en ont les moyens.

Avancer sur deux fronts

Nous savons que la mixité dans une école laïque et républicaine prend le risque progressivement d'être grignotée. A la fois par les offensives religieuses et par celles du marché qui voit là des gains substantiels à conquérir à travers le démantèlement et la privatisation de l'appareil éducatif.

Face à cela, quels moyens d'actions pouvons nous mettre en œuvre pour que notre société et notre culture permettent l'ouverture, le respect mutuel et l'égalité des opportunités quelle que soit notre origine, notre culture ou notre sexe ?

Il est indispensable, que l'école continue à jouer son rôle émancipateur de rencontre et de dialogue entre les différentes composantes de notre société. Mais l'analyse sociale et politique ne peut nous cacher que derrière le voile se sont des femmes en devenir qui existent.

Prises en étau entre deux injonctions paradoxales, les jeunes filles doivent correspondre aux normes et règles des choix de leur famille pour faire preuve de leur attachement à leur communauté d'origine et dans le même temps, nous leur demandons, en signe d'intégration à la culture française, de correspondre à nos normes de laïcité et de modernisme.
Ce sont sur ces deux fronts que nous devons avancer dans le dialogue avec les jeunes filles. Choisir le voile comme signe d'opposition c'est un phénomène qui nous questionne car le voile enferme les femmes dans une prison symbolique, les rend actrices de leur propre aliénation et de la domination que les hommes exercent sur elles. C'est se faire mal à soi même c'est perdurer dans des attitudes où les femmes ont été complices de leur propre domination car elles étaient aliénées à leur propre condition de femmes soumises.
Un travail de conscientisation de la situation sociale des femmes et des phénomènes de ghettoïsation qui se sont construits dans les quartiers des villes à forte concentration de populations en difficultés sociales culturelles et économiques est nécessaire. Une mise en place d'actions pour que les politiques locales et nationales permettent la cohabitation de différentes cultures, la mixité sociale et le respect de l'égalité entre hommes et femmes à tous les niveaux de la vie professionnelle, familiale, politique ou sociale est absolument indispensable.
La révolte et la résistance aux systèmes qui stigmatisent les jeunes ou les adultes issus de l'immigration est une attitude positive et légitime c'est le mode d'expression de cette révolte qui pose problème car loin d'entamer un processus d'émancipation, cette révolte se retourne contre les filles elles-mêmes.

Liaisons dangereuses
Les islamistes de tout poil, déguisés en gentils animateurs de Forum Social Européens, qu'ils s'appellent Mouvements des Banlieues, Théologiens de la Libération ou islamistes modérés, ils ont tous le même objectif : perpétuer l'ordre moral des religions à travers le renforcement du système patriarcal.
Ils annoncent comme une évidence qu'il ne leur est pas possible de lutter contre le viol car cela les amènerait à dénoncer leur père ou leur frère. Aveux tranquilles du viol généralisé dans les familles, affirmation éhontée que la défense du patriarcat est plus importante que l'intégrité et la vie des femmes.
Ils nous réclament le dialogue, nous traitent d'islamophobes et même de racistes si nous n'acceptons pas « le droit des femmes à accepter leur domination » mais eux ne dialoguent pas. Ils n'acceptent pas que les filles puissent s'habiller en mini-jupes si cela leur chante. Ils refusent de dénoncer les exactions commises envers les femmes, au nom de la religion islamiste, en Afghanistan, au Pakistan, au Soudan, en Inde, en Algérie ou dans le secret de la vie familiale partout dans le monde.
Refuser le voile ne résoudra pas les problèmes d'exclusion sociale dont sont victimes les citoyens qui se réfugient souvent dans des valeurs communautaristes. Ces valeurs enferment dans des coutumes ancestrales qui renforcent les inégalités entre les hommes et les femmes et ne permettent pas d'avancer vers une citoyenneté responsable.
Oui, le rejet des jeunes issus de l'immigration existe en France, le racisme, la xénophobie aussi, mais on ne peut pas lutter contre des oppressions en proclamant et en imposant d'autres oppressions. L'islam des parents de ces jeunes filles, qui disent choisir de se voiler, était le plus souvent pacifique et respectueux, l'islam prôné par les Frères Ramadan et Cie est une religion importée des pays du Golfe ou des pays musulmans les plus durs.
Les signes de résistance sont le stigmate de l'échec de nos politiques sociales à travers les différents gouvernements qui se sont succédé, qu'ils soient de droite comme de gauche. La question du voile nous parle aussi de notre incapacité à intégrer les différentes composantes de notre société dans une vie culturelle, économique et sociale. Elle nous fait oublier que pendant ce temps les intégrismes catholiques avancent à grands pas en aux USA et au Canada en Italie. Qu'ils emprisonnent les femmes au Portugal ou en Pologne pour cause d'avortement.

Les discours de ceux qui s'autoproclament Islam de la Libération peut paraître attirant pour les altermondialistes car ils se placent en résistance à la globalisation économique et marchande. Ils sont aussi en refus de la société consumériste. Tout cela à condition de respecter prioritairement les règles du Coran et dans les limites des injonctions de la Charia,

qui rend les femmes mineures, soumises et inférieures à vie.
Compte tenu de toutes ces données, un dialogue est absolument indispensable, des actions pour sortir des situations extrêmes sont urgentes mais, néanmoins, nous ne devons pas céder sur nos valeurs fondamentales d'une laïcité républicaine.
C'est une société laïque, où chaque personne trouvera sa place quelles que soient ses origines sociales cultures, religieuses ou ethniques, qui est la seule garante de liberté et d'égalité entre les hommes et les femmes dans le respect de toutes les différences.
Affirmer cette volonté par une loi c'est donner une cohérence sociale à nos valeurs de laïcité. C'est transmettre des valeurs qui nous sont si essentielles qu'il n'est pas possible de tergiverser ni d'accepter un désordre et une confusion où peuvent s'engouffrer les manipulations les plus destructrices.

Marie-Thérèse Martinelli - janvier 2004

---

2. Femmes et néolibéralisme

Au nom de la Famille, 40 000 mères précaires subissent un traitement discriminatoire ! Cette « adaptation technique » est un modèle de la rhétorique néo-libérale.
Depuis janvier 2004, la Paje (Prestation d'accueil du jeune enfant) remplace les prestations familiales. Heureuse nouvelle pour les familles aisées, puisque le plafond pour percevoir l'allocation pour le jeune enfant a été relevé jusqu'à 4,5 fois le smic. Coût de l'opération : 800 euros de « prime de naissance » et une allocation de base de 160 euros par mois, de la naissance aux trois ans de l'enfant, soit au total un milliard d'euros annuels. La Famille vaut bien cela !

Mais pas n'importe quelle famille. On découvre d'abord que l'API, Allocation de parent isolé, ne serait plus cumulable avec la Paje. Si bien que 40 000 familles monoparentales, composées essentiellement de mères célibataires ou divorcées, en situation de grande précarité, perdraient les 1 300 euros de l'API, déduits de la Paje. Il y a famille et famille... Devant le tollé suscité par ces mesures, le gouvernement fait mine de découvrir le problème, promet ensuite vaguement des compensations au lieu de reconnaître des droits et restaurer la dignité des personnes, et propose finalement pour éteindre l'incendie un décret permettant à nouveau le cumul. Finies les discriminations ? Non, car le cumul ne sera possible que sur trois mois, alors que l'allocation de base est versée jusqu'aux trois ans de l'enfant.

Alors bien sûr nous allons dénoncer avec raison la casse de l'État social, les compressions budgétaires. Mais l'économie prévue était seulement de 50 millions d'euros, peu au regard du coût total de l'opération ! Il s'agit donc surtout d'une mesure punitive et culpabilisante pour les mères isolées, à l'heure pourtant où nous savons que les séparations précipitent de nombreuses femmes avec enfant dans la détresse. Les dernières statistiques des Restaurants du Cœur soulignent déjà l'augmentation de la fréquentation des femmes isolées.

Comment ne pas voir dans ces adaptations mesquines et grippe-sous la restauration des valeurs bourgeoises et de l'ordre moral dans toutes ses dimensions ? Cela commence par l'acharnement contre les pauvres, les « bonnes » familles aisées pourront, elles, percevoir 180 euros supplémentaires par mois, ajoutés à des dégrèvements fiscaux, pour l'emploi d'une gardienne à domicile ou d'assistantes maternelles, elles-mêmes non reconnues à part entière comme professionnelles de la petite enfance. La chaîne de la précarité s'allonge.

Comment ne pas reconnaître le malthusianisme social le plus primaire, celui qui consiste à refuser les aides aux plus démunis de peur qu'ils ne prolifèrent et nuisent au bien-être général ? Les femmes seules avec enfant ne sont-elles pas responsables de leur sort ? Au grand banquet du néo-libéralisme, il n'y a pas de place pour tout le monde ! Une fois la contestation passée, les stigmates demeurent. C'est un procédé identique qui tend insidieusement à remettre en cause le droit à l'avortement, avec l'amendement Garaud. Et à force de mépris, naît un système qui autorise d'imposer les menottes à une femme qui accouche !

C'est également le droit au travail des femmes qui se trouve mis en question. En effet, la Paje prévoit la possibilité d'obtenir un « complément de libre choix d'activité » de 333 euros par

mois. Or avant d'être un choix, le travail est un droit, et ce n'est pas une « activité » comme les autres. Cette mesure est une incitation à interrompre le travail pour les femmes peu qualifiées et déjà précarisées, sans garantie de retour à l'emploi et avec la certitude que les retraites seront alors fortement minorées par manque d'annuités, selon les nouvelles règles de calcul qui pénalisent fortement les femmes. Et la réforme des retraites du dernier printemps n'est qu'une étape, chaque jour s'allonge la liste des coupes claires. C'est le cas de la fonction publique hospitalière et territoriale, qui concerne plus de deux millions de salarié-e-s. Jusqu'au 1er janvier 2004, existait une retraite minimum garantie après 25 ans de travail, de l'ordre de 930 euros par mois. Ayant dans ce secteur une durée moyenne d'activité de 26 ans, les femmes en étaient les principales bénéficiaires, elles qui occupent majoritairement les postes sans qualification, agentes des écoles, aide-soignantes et bien d'autres encore. Désormais, cette retraite minimum ne sera garantie qu'après 40 années de travail. Alors, « libre choix d'activité » ou supercherie ?

Partout dans le monde, les femmes paient un lourd tribut aux ajustements de toutes sortes et aux discours compassionnels qui les accompagnent. La destruction des solidarités collectives, l'exaltation des solidarités de proximité, signifient partout pour elles des charges supplémentaires et la privation d'un espace public.

Geneviève Azam, Économiste, université de Toulouse II.

****

coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.